

Service Risques, Énergie et Climat
Pointe de Jaham
BP 7212 – cedex
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 20/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EDF PEI Bf2

Centrale Bellefontaine B - Fondlayé
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV 23-162
Code AIOT : 0006900568

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 mai 2023 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les objectifs des visites d'inspection sur le thème de l'action nationale dédiée à l'accidentologie au sein d'établissements SEVESO, sont d'examiner l'organisation théoriquement prévue et sa mise en oeuvre concrète concernant :

1. la détection et la remontée des événements ;
2. la détection et la remontée des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques (MMR) ;
3. les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements, d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions ;

les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

EDF PEI est une filiale 100% du groupe EDF créée en 2006 pour remplacer les centrales dans les DOM et en Corse exploitées auparavant par EDF SEI. 4 centrales sont exploitées pour 430 salariés au total et 750 MW installés. En Martinique, la centrale mise en service en 2014 emploie une centaine de personnes au sein de trois services (exploitation, maintenance et appui logistique) pour une exploitation de 212 MW à l'aide de 12 moteurs. L'établissement est certifié ISO 14 001 depuis 2015

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la détection et la remontée des événements,
- la détection et la remontée des défaillances et anomalies des MMR,
- les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements, d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions,
- les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les consignes d'exploitation existent au sein de chaque GR (exploitation, maintenance). Néanmoins des procédures restent à formaliser notamment en ce qui concerne :

- la hiérarchisation des incidents ("avis de panne"),
- le suivi des avis de panne incluant une MMR dans l'outil informatique de gestion de la maintenance,
- les critères d'information retenus pour la remontée d'information au service de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a mis en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité. Néanmoins, le chapitre relatif aux audits et revue de direction n'est plus mis en œuvre depuis un certain nombre d'années. La dernière revue de direction date de 2017. Un comité spécifique est mis en place et traite de l'évaluation des performances de la politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) mais aucun indicateur n'est mis en œuvre et aucune traçabilité n'existe sur les performances évaluées. Cependant, une note de gouvernance indique l'objectif des différents comités et englobe le fonctionnement global de la centrale. Ces derniers établissent une priorisation des événements ayant eu lieu mais aucun focus n'est réalisé sur les MMR mises en place. Ces comités permettent néanmoins l'amélioration des différents processus organisationnels. Il serait judicieux d'intégrer le comité incendie à la note de gouvernance. L'exploitant devra mettre à jour le chapitre relatif aux audits réalisés et rétablir la mise en œuvre des revues de direction. L'organisation de l'exploitant pour détecter et traiter les incidents/défaillances/anomalie devra être décrite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : Il existe des notes d'organisation sur les démarches à réaliser à destination des différentes équipes lors de la survenue d'un événement. Ces notes intègrent l'identification de l'évènement et sa localisation, la mise en place d'une réunion pour l'analyse des pannes avec une priorisation définie et le lien avec la note de gouvernance pour le délai de traitement. Des rondes de sécurité sont effectuées sur l'ensemble du site mais aucun rapport hiérarchisant les travaux n'est élaboré. La remontée d'information sur un événement se fait donc via les agents de terrain vers le chef de bloc qui avertit le chef de quart pour statuer sur le déclenchement éventuel du POI. La prise de décision pour analyser un événement peut aussi être prise en CODIR en présence d'un membre de chaque comité. Les comités mis en place pour l'organisation à mettre en œuvre lors de la détection d'évènements sont les suivants : un comité technique, un comité exploitation maintenance, un copil incendie et un comité environnement dans le cadre de l'ISO 14 001. Les 2 réunions quotidiennes mises en place permettent de passer en revue l'état de l'installation, l'ensemble des avis de panne et de prioriser le traitement des écarts. Les différents "avis de pannes" sont analysés en comité et suivis via l'outil informatisé de gestion de la maintenance. Lors de la visite, l'inspection a pu constater la remontée des avis de panne dans l'outil de gestion de la maintenance. Néanmoins, aucune procédure n'indique les critères de classement relatif à la priorisation d'une panne. L'exploitant indique toutefois, que si l'évènement est répertorié dans le POI, l'intervention est réalisée selon la fiche procédure associée. A l'issue de l'évènement, une analyse des causes et des conséquences est réalisée dans le cadre du retour d'expérience (REX). Par ailleurs, l'analyse des avis de panne permet d'effectuer un REX de la centrale et permet d'évaluer l'efficacité des équipements et des barrières de sécurité. L'inspection a pu observer la présence d'une procédure pour le GR maintenance. En cas d'évènement, c'est le cadre d'astreinte de maintenance qui prend la décision de l'intervention. L'évènement 1359166 a été porté à l'attention de l'inspection avec une priorisation établie sur la journée pour l'intervention. Or, aucune information n'est mentionnée concernant la décision prise, notamment la priorisation de cet événement sachant que cet avis de panne mettait en jeu une MMR L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place l'ensemble des procédures adéquates, au titre du SGS, dans le cadre de la gestion d'un événement, en y décrivant notamment: <ul style="list-style-type: none">• l'organisation de la remontée d'information au sein de chaque GR (maintenance, exploitation..) de l'entreprise,• les critères de hiérarchisation relatifs au délai de traitement des événements,• les éléments de prise de décision et la chaîne hiérarchique correspondante,• la traçabilité relative au traitement des événements notamment s ceux-ci font intervenir une MMR,• les critères de l'absence de la réalisation d'une analyse en cas d'évènement ponctuel,• les critères pour la mise en place des différents types de réunions : technique, spécifique intégrant les plans d'actions et en cas de besoin celle où un enjeu environnemental est à considérer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'y a pas de revue spécifique dédiée aux analyses des défaillances et anomalies. Néanmoins, l'ensemble des avis de panne est intégré dans l'outil de gestion de la maintenance permettant de gérer les différents travaux à effectuer sur les équipements. L'analyse des défaillances des MMR est réalisée mais n'est pas formalisée. L'inspection s'est notamment intéressée à l'évènement 1391986 analysé par l'exploitant en évènement pouvant générer un accident. L'inspection a noté qu'aucune remontée ne lui avait été réalisée. Alors qu'une MMR était concernée par l'incident. L'exploitant a précisé que cette défaillance n'impactait pas le niveau de confiance de la barrière de sécurité.</p> <p>L'exploitant indique que lors de défaillances de MMR, des procédures renforcées sont mises en place mais elles ne sont pas formalisées.</p> <p>Le type d'impact n'est pas complété sur l'ensemble des événements sur l'outil informatique de gestion de la maintenance.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de formaliser par une procédure écrite l'ensemble des actions correctives mises en place à la suite d'une anomalie/défaillance de MMR. Cette procédure devra intégrer l'analyse de l'impact de l'anomalie/défaillance sur les niveaux de confiance des MMR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : L'exploitant indique les critères pour déclencher l'envoi d'un rapport d'incident. Seul un événement ayant un impact à l'extérieur du site fait l'objet de remontée d'informations au service de l'inspection. L'information est réalisée par le directeur du site, parfois l'adjoint ou la cadre d'astreinte sous couvert hiérarchique. Une organisation est mise en place lors de la survenue de l'évènement intégrant le recueil des faits, la recherche du contexte de la panne, le regroupement en équipe pluridisciplinaire pour la prise de décision dans le cadre des interventions à réaliser. Un arbre des causes est effectué ; il intègre les actions pour éviter la réitération de l'évènement. Le suivi des plans d'actions est effectué lors des comités. L'exploitant devra définir les critères qui déclenchent l'information de l'inspection en cas d'incident/accident susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Par ailleurs, il serait judicieux qu'en cas d'analyse effectuée sur tout type d'incident, que l'évènement soit porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. En effet, les 2 incidents suivants, ayant eu lieu en 2022, ont fait l'objet d'une analyse : <ul style="list-style-type: none">• fuite de combustible suite à un percement du pipe ;• déversement de l'émulseur sur le shelter ; Ces 2 événements, même s'ils ont été maîtrisés et contenus sur le site, auraient du être portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Un système de pilotage est mis en place et couvre les exigences réglementaires : SGS, comités de pilotage permettant un suivi sur l'avancement des travaux de maintenance à réaliser. La mise en place de procédures telles que les rondes, les fiches POI, les procédures formalisées permettent une maîtrise du risque par l'exploitant. La PPAM a été évaluée en 2018 et présentée en CHSCT de mars 2019. Elle est en cours de mise à jour pour intégrer la dernière notice de réexamen. Les formations sont réalisées notamment le risque incendie, POI, risques environnementaux, analyses d'accident sur le système numérique de contrôle commande. Néanmoins, la dernière revue de direction date de 2017. L'inspection invite l'exploitant à définir des indicateurs pour suivre et évaluer le respect des objectifs de la PPAM. Les audits et revue de direction périodique devront être mis en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet